

M. Clark: Monsieur l'Orateur, je dois dire que mes collègues et moi-même sommes tous convaincus que le gouvernement pourrait s'accommoder de toutes les démissions ou défections de députés qu'on voudra tant que Keith Davey sera en place.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Mais pour tenir compte de la réalité de la situation, ce discours du trône aurait surtout dû donner une certaine orientation, une idée de ce que le gouvernement compte vraiment faire du programme de réglementation actuel et également des objectifs qu'il a en vue une fois les contrôles levés. Les Canadiens ne savent pas où leur gouvernement les conduit. Le premier ministre et ses collègues n'ont cessé de faire des déclarations contradictoires au point où les Canadiens sont dans l'incertitude la plus complète.

Dans ce discours du trône, le gouvernement avait l'occasion, et même l'obligation, de commencer à dissiper cette incertitude ou du moins de commencer à faire preuve d'honnêteté envers les Canadiens. Au lieu de cela, on nous sert des termes vagues comme «option intermédiaire» et des promesses encore plus vagues d'entreprendre—remarquez bien d'entreprendre—un processus de consultation.

Quelle confession le gouvernement nous fait là! Après 12 mois de réglementation il pense maintenant sérieusement à entreprendre un processus de consultation. Quand ce programme a été proposé ici pour la première fois, il était clair qu'on voulait gagner du temps, respirer un peu afin de mettre sur pied des consultations et de réunir les associés économiques du Canada afin que nous nous mettions d'accord sur ce que nous ferions une fois la période des contrôles terminée.

Comme il était clairement entendu que tel était l'objectif du programme du gouvernement, pourquoi a-t-il fallu 12 mois et même davantage à ce dernier pour entreprendre le simple processus de la consultation? C'est le gouvernement qui s'était vanté d'avoir tous ses plans d'urgence prêts depuis trois ans. Au lieu de plans d'urgence et de consultation, nous avons perdu une année, une année où non seulement nous avons commencé à souffrir des conséquences inévitables d'un régime de contrôles, mais où le climat s'est sérieusement envenimé compromettant les chances d'accord entre les divers associés économiques et cela parce que le premier ministre se complait dans des discours vagues et des politiques d'affrontement.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Clark: Le discours reconnaît que l'inflation demeure un problème sérieux. Cependant, il oublie de situer le problème dans sa conjoncture économique, laquelle est beaucoup plus vaste et plus troublante pour les Canadiens que pour le gouvernement actuel. Rien n'indique dans ce discours que le gouvernement reconnaisse la lenteur de notre rétablissement et l'évidence que nous sommes loin d'atteindre notre potentiel économique. En le lisant, personne n'a pu déceler que le Canada fait actuellement face à un sérieux problème de balance de paiements et que sa position de concurrent sur les marchés internationaux continue de s'éroder.

L'Adresse—M. Clark

[Traduction]

Le gouvernement affirme qu'il s'inquiète de l'inflation et pourtant il ne reconnaît nulle part qu'il contrôle les prix dans le secteur le plus essentiel de tous, le prix de l'argent, et que le loyer de l'argent dans notre pays se maintient à un niveau inflationniste extrêmement élevé. En fait, on nous ressort de vieux clichés au nom d'une politique du logement, en nous parlant d'un million de mises en chantier tous les quatre ans, alors que tous ceux qui se sont donné la peine de parler aux jeunes ménages canadiens savent que le principal problème aujourd'hui, ce n'est pas tant de trouver un logement que de trouver le financement de l'hypothèque nécessaire.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je suppose que le premier ministre est encore parti en tournée pour s'adresser aux Canadiens. S'il est un point sur lequel je compte le féliciter, c'est bien qu'il se décide à sortir et à redécouvrir le pays. Il s'y applique d'habitude une fois tous les quatre ans, mais cette fois-ci, les sondages d'avis ont changé plutôt rapidement. Je crois comprendre qu'en agissant ainsi il avoue suivre le chemin que je lui ai indiqué et je suis sûr qu'il s'habitue à le faire.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je remarque, monsieur l'Orateur, que dans un élan de franchise tout à fait inusité chez lui il a annoncé l'autre jour au Nouveau-Brunswick que seul un miracle pourrait faire gagner les prochaines élections aux libéraux. J'ai mené ma campagne dans la région d'Ottawa-Carleton et de Saint-Jean-Ouest, où le premier ministre a bien pris garde de ne pas aller, et je peux lui assurer que dans ces circonscriptions, il leur faudrait beaucoup plus qu'un miracle. Nous du moins ne le croyons pas assez fort pour cela.

• (1530)

Cependant, monsieur l'Orateur, si l'on se fie à l'itinéraire prévu du premier ministre comme à l'Évangile, pour poursuivre l'analogie, on peut dire qu'il projette un miracle la semaine prochaine. Dès que les résultats des deux élections partielles seront annoncés, il disparaîtra. Je crois savoir que tous les membres de son cabinet sont d'accord pour dire qu'il devrait aller au Japon. La seule chose sur laquelle ils ne s'entendent pas, c'est la question de savoir s'il doit revenir ou non.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Qu'un discours du trône soit obscur ou imprécis cela n'a rien d'extraordinaire, mais celui-ci ne s'en tient pas là. Il est trompeur. Il utilise des mots sereins pour essayer de nier l'orientation que le gouvernement a donnée au Canada. Il fait état de consultations alors que le gouvernement a eu pour politique d'agir unilatéralement. Il parle de «se fier au marché pour stimuler la croissance» alors que le gouvernement par des retards, des menaces et des changements constants a plus que tout autre organisme contribué à nuire à une telle croissance.

Il parle de réduire le nombre de fonctionnaires, mais il se tait à propos du nombre croissant de conseillers engagés par le gouvernement, souvent sans la protection et les normes garanties par la Commission de la Fonction publique.